



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MRAe

Mission régionale d'autorité environnementale
NORMANDIE

**Conseil général de l'Environnement
et du Développement durable**

**Décision délibérée
après examen au cas par cas
Mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la
commune de Yerville (76) dans le cadre d'une déclaration de
projet relative à l'extension du cimetière**

N° MRAe 2021-4019

Décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme

**La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Normandie,
qui en a délibéré collégalement le 10 juin 2021, en présence de
Denis Bavard, Marie-Claire Bozonnet, Corinne Etaix, Noël Jouteur et Sophie Raous,**

chacun de ces membres délibérants attestant qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans la présente décision

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-6 et R. 104-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général et de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés du 11 août 2020, du 19 novembre 2020 et du 11 mars 2021 portant nomination portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale de Normandie adopté collégalement le 3 septembre 2020 ;

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Yerville approuvé le 17 juillet 2006 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n° 2021-4018, relative à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Yerville (76) dans le cadre d'une déclaration de projet relative à l'extension du cimetière, reçue du maire le 19 avril 2021 ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé en date du 19 mai 2021 ;

Considérant les objectifs et caractéristiques de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Yerville (76) dans le cadre d'une déclaration de projet consistant à permettre l'extension du cimetière communal sur la parcelle AD32 (de 3 460 m²), située entre le cimetière actuel (parcelle AD31) et la partie urbanisée de la commune, par le classement en zone Uc (qui autorise la construction de cimetières) des deux parcelles actuellement classées en zone A (agricole) ;

Considérant que le territoire de la commune est concerné par des zones inondables, des risques de mouvements de terrain, des corridors sylvo-arborés et des corridors pour espèces à fort déplacement, mais ne comprend pas de zone protégée ou d'inventaires tels que sites Natura 2000, zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique, sites classés, sites inscrits, zones humides, zones couvertes par des arrêtés de protection de biotope ;

Considérant l'absence d'incidence potentielle des évolutions apportées au document d'urbanisme, compte-tenu notamment du fait :

- que la modification de zonage ne porte pas sur un secteur naturel ou patrimonial identifié ;
- que le secteur se situe entre le cimetière actuel et la partie urbanisée de la commune ;
- que le projet ne contribue pas à accroître l'exposition aux risques naturels identifiés sur le territoire de la commune, même s'il est à noter que l'extrémité du terrain est concernée par un risque d'effondrement de cavité souterraine qui fait l'objet d'investigations en cours et qui devra être levé avant travaux ;
- que la modification se trouve en dehors d'un périmètre de protection de captage d'eau ;

Concluant

qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des éléments portés à la connaissance de la MRAe à la date de la présente décision, la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Yerville (76) dans le cadre d'une déclaration de projet relative à l'extension du cimetière n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement,

Décide :

Article 1

En application des dispositions du chapitre IV du livre premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Yerville, dans le cadre d'une déclaration de projet relative à l'extension du cimetière, **n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet de mise en compatibilité présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan modifié, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de mise en compatibilité est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet des missions régionales d'autorité environnementale (rubrique MRAe Normandie). En outre, en application de l'article R. 104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier de consultation du public.

Fait à Rouen, le 10 juin 2021

Pour la mission régionale d'autorité environnementale de Normandie,
sa présidente

Signé

Corinne ETAIX

Voies et délais de recours

Une décision soumettant un plan à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours gracieux préalable est obligatoire. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Madame la présidente de la mission régionale d'autorité environnementale
Cité administrative
2 rue Saint-Sever
76 032 Rouen cedex

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76 000 ROUEN

Ce dernier peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr

La décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte d'autorisation, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.